

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 16/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GERSYCOOP**

Bd des Pyrenees  
32000 Auch

Références : 2025-0120\_Dp  
Code AIOT : 0006803285

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement GERSYCOOP implanté Diouydan 32000 Auch. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GERSYCOOP
- Diouydan 32000 Auch
- Code AIOT : 0006803285
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GERSYCOOP, dont le siège social est situé Boulevard des Pyrénées 32 200 Mirande, est autorisée par arrêté préfectoral du 7 décembre 1998 modifié et complété par les arrêtés complémentaires à exploiter des silos de stockage de céréales pour une capacité maximale de 30 762 m<sup>3</sup>, au lieu dit "Arçon" sur le territoire de la commune d'Auch.

L'activité autorisée du site conformément à la nomenclature des installations classées est la rubrique n° 2160-2-a (Silos et installations de stockage en vrac de céréales) sous le régime de l'autorisation.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Équipement sous pression
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention des Risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Prévention des Risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Equipements sous pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 2.3.4	Sans objet
7	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
9	Materiel de	Arrêté Préfectoral du 17/12/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lutte contre l'incendie	article 6.3.3	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le site est correctement entretenu.  
Pour autant, des mesures correctives doivent être mises en place et les justificatifs de ces mesures doivent être transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques d'explosion et d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe l'inspection que le remplacement des bandes de l'élévateur E3 est programmé cette année, avant la prochaine campagne de récolte. Concernant les bandes des 3 autres élévateurs (E1, E2 et E4), Gersycoop indique que des échantillons de bandes, vont être envoyés à la société PROVULCO (la société PROVULCO, doit remettre un devis dans les prochains jours), afin de tester la réaction aux flammes des courroies selon la norme ISO 340.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre sous un délai de 3 mois, les résultats des analyses des courroies des élévateurs E1, E2 et E4, afin de garantir que ces dernières sont non-propagatrice de flammes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Prescriptions particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les canalisations d'aspiration de ces filtres amenant l'air poussiéreux sont conçues et calculées de manière à éviter les dépôts de poussières.

<p>Les vitesses d'air sont supérieures à 15m/seconde en tout point dans les canalisations horizontales de pente inférieure à 30% par rapport à l'horizontale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que suite au rapport du 30/05/2024 de la société ARMOR VENTILATION, des mesures correctives ont été mis en place et qu'à la suite de ces travaux, des nouvelles mesures aérauliques ont été réalisées le 15 janvier par la société DELTANEU.</p> <p>Le rapport de l'intervention de la société DELTANEU du 15 janvier 2025 fait état d'observations et notamment de vitesses insuffisantes. Les manches des filtres ont été remplacées. L'exploitant informe l'inspection, que la société DELTANEU doit lui proposer très prochainement des solutions techniques à mettre en place, afin de garantir une efficacité des dispositifs d'aspiration (vitesses inférieures à l'attendu de 15m/s).</p> <p>Dans l'attente de la mise en place des mesures correctives et afin de surveiller l'efficacité optimale des installations d'aspiration, Gersycoop c'est équipé d'un anémomètre et va mettre en place un protocole pour le contrôle des vitesses d'aspiration pour la prochaine campagne de récolte.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, transmettre les consignes et les procédures mises en place concernant les contrôles des vitesses avec l'anémomètre dernièrement acquis.</p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, transmettre un échéancier des mesures correctives à mettre en places afin de garantie une efficacité des dispositifs d'aspiration et de nettoyage, cet échéancier devra également comporter une nouvelle étude aéraulique à l'issue des travaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Prévention des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques d'explosion et d'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électrique de la société SOCOTEC n° 9122D/25/1138 du 24 mars 2025.</p>

<p>Gersycoop, signale que certaines observations indiquées comme déjà signalées, ont pourtant été levé par l'entreprise SAS ESAC suite au rapport précédent.</p> <p>D'autres observations sont nouvelles.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de justifier la levée des observations du dernier rapport par une entreprise ou une personne compétente,</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant sous un délai de 3 mois, justifier la levée des observations du rapport SOCOTEC du 24/03/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Prévention des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;</li> <li>- les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</p> <p>et le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure d'inertage ;</li> <li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de garantir la disponibilité d'azote pour assurer l'inertage, l'inspection avait demandé dans le rapport de l'inspection du 22/10/2024 d'assurer la présence d'un stock de gaz d'inertage sur le site ou une convention entre GERSYCOOP et un fournisseur de GAZ d'inertage.</p> <p>L'exploitant a fourni un compte rendu du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable sur la problématique de l'inertage en cas d'incendie visée par les dispositions de l'article 11 de</p>

<p>l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 qui ne requiert pas de telles dispositions.</p> <p>Il a été convenu que Gersycoop doit mettre jour la procédure d'inertage, et cette dernière mentionnera la ou les sociétés retenues pour l'approvisionnement en gaz d'inertage, ainsi que les volumes de gaz nécessaires en fonction des volumes stockés dans les cellules.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, justifier la mise en place d'une procédure d'inertage actualisée qui identifiera les ressources d'approvisionnement en azote, les délais envisageables, et la compatibilité de ces délais avec les scénarios d'accident pouvant justifier le recours à l'azote. Auparavant, il tiendra compte des enseignements tirés de l'accidentologie et notamment le rapport BARPI de juillet 2015 joint qui détaille les aléas techniques pouvant réduire l'efficacité de ce dispositif de lutte contre un feu de silo.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Equipements sous pression (ESP)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des ESP</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. Article L557-28 : En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne détient qu'un seul équipement sous pression.</p> <p>L'exploitant a présenté la dernière attestation de requalification réalisée par la société APAVE en date du 19 mars 2015.</p> <p>La dernière attestation de requalification datant de plus de 10 ans, l'appareil doit être de nouveau requalifié.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant doit sous un délai de 3 mois, justifier la requalification de la cuve d'air associée au compresseur du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale pour les liquides autre qu'inflammables: 20% de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800l..</p> <p>Les réservoirs ou récipients de produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière inspection en octobre 2024, il avait été demandé à l'exploitant de mettre sous rétention les bidons de produits phytosanitaires.</p> <p>L'inspection a constaté ce jour, la présence de bacs de rétention en dessous des racks de stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>



<b>Constats :</b>  Les consignes d'exploitation sont présentes et affichées. L'exploitant indique que les contrôles à effectuer (marche normale, suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien) sont tracés sur des fiches datées et signées par les personnes qui réalisent les vérifications. GERSYCOOP a transmis à l'inspection pour exemple deux fiches renseignées, datées et signées par les personnes ayant réalisées les vérifications.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes...)
<b>Constats :</b>  Le panneau du plan du site et de circulation situé à l'entrée du site est illisible (effacé), ce dernier ne permet d'identifier les voies de circulation, les accès et de repérer les installations du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un délai de 3 mois, L'exploitant doit justifier le remplacement du plan illisible du site situé à l'entrée de son installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Matériel de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 6.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche, ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les moyens en eaux incendie sont assurés par la borne incendie publique située à proximité de l'entrée du site. Le dernier contrôle de cette borne incendie du 2 août 2024, fait état d'un débit à 1 bar de 111

m3/h.

Par sondage, il a également constaté que les extincteurs ont été contrôlé le 19/08/2024 par la société SECURIS;

**Type de suites proposées :** Sans suite